

8. Quels politiques et dispositifs sociaux pour favoriser le bien-être social ?

Contenu	Objectifs et indications complémentaires	1	2	3	4
- Approche historique : entre bienfaisance, action sociale et développement social local - Intervention sociale :	- Identifier la place de la solidarité dans l'évolution des politiques sociales - Illustrer l'évolution de la place de l'utilisateur dans les politiques sociales				
. Diversité des approches en politique sociale	- Présenter la pluralité des approches (catégorielle, sectorielle, transversale) - Expliquer le choix d'une de ces approches pour un exemple de politique sociale				
. Différents modes d'intervention	- Caractériser assistance, accompagnement social et le développement social local				
- Élaboration des politiques sociales :					
. Priorités sociales	- Montrer l'intérêt d'un diagnostic des besoins sociaux sur un territoire				
. Organisation institutionnelle	- Présenter les niveaux d'organisation et les principaux acteurs des politiques sociales				
Organisation et fonctionnement des dispositifs et institutions, l'exemple des dispositifs de lutte contre la précarité, pauvreté et l'exclusion sociale :	L'organisation et le fonctionnement des dispositifs et institutions seront étudiés à partir d'exemples locaux.				
- Dispositifs et actions dans l'urgence ou dans la durée :	L'étude de dispositifs de lutte contre la précarité, la pauvreté et l'exclusion sociale permettra de lier le diagnostic des besoins sociaux sur un territoire avec les dispositifs et actions mis en place.				
. Accès aux droits	- Présenter le lien entre précarité, pauvreté ou exclusion sociale et difficulté d'accès aux droits - Présenter un dispositif facilitant l'accès aux droits				
. Prestations et offre de services	- Repérer le rôle de la redistribution des ressources - Présenter le dispositif de veille sociale - Présenter un dispositif d'insertion sociale en lien avec le diagnostic des besoins correspondant - Montrer l'intérêt de la pluralité des dispositifs : dispositif d'urgence, dispositif dans la durée				
- Structures, diversité et complémentarité :					
. Collectivités publiques	- Repérer le rôle des différents acteurs publics				
. Associations	- Illustrer la place des associations dans la lutte contre l'exclusion				
. Diversité des structures	- Montrer la diversité et la complémentarité des acteurs sur un territoire - Justifier la nécessité d'une coordination des structures				

Pour introduire cette partie du programme, la référence au **plan de cohésion sociale (2005-2009) et la loi de programmation du 18 janvier 2005**, qui visaient à promouvoir la solidarité collective face à un chômage structurel et à l'exclusion qui l'accompagne, est essentielle.

Dans la mouvance de la loi d'orientation de 1998, le plan de cohésion sociale s'inscrit dans une démarche globale de réformes : mobilisation pour l'emploi, rénovation de l'effort collectif en faveur des demandeurs d'emploi, politique dynamique en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes, notamment par une relance de la formation en apprentissage, mise en œuvre au profit des titulaires de minima sociaux d'un contrat d'avenir, et diverses mesures en faveur du développement de l'activité économique et de la création d'entreprise.

Un extrait du [plan de cohésion sociale](#) permet d'identifier les enjeux de la cohésion sociale :

« La force d'une nation est dans sa ressource humaine. Un pays n'est puissant que par les hommes et les femmes qui le composent, par l'envie qu'ils ont de vivre et de construire ensemble, par le rayonnement de leur confiance dans l'avenir et par la cohésion sociale qui les unit. La prospérité économique est indissociable de la prospérité sociale. »

Plus récemment le Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie, à la demande de la Direction générale de la cohésion sociale, département conditions de vie et aspirations, a édité le [« BAROMETRE DE LA COHESION SOCIALE 2012, La peur du chacun pour soi »](#) dont l'extrait suivant permet de resituer le contexte du programme :

« La cohésion sociale évoque, dans l'esprit de la population, des relations empreintes de respect, qui reposent beaucoup sur l'attitude de chacun. Les individus se sentent au premier chef responsables et acteurs de la cohésion sociale.

En particulier, le respect de l'autre et la tolérance sont, pour la population, bien plus indispensable au vivre ensemble qu'un éventuel consensus autour de « valeurs communes » ou d'un « projet commun ». Mais, pour l'opinion, les comportements individuels peuvent tout aussi bien servir la cohésion sociale que lui nuire : l'individualisme apparaît ainsi comme la première menace du vivre ensemble (33%, +2 points cette année). La crise ravive cette année la peur du « chacun pour soi » et le sentiment de ne pouvoir compter que sur soi-même se diffuse. Le contraste est saisissant entre d'un côté la vision d'une société peu unie (8 personnes sur dix déplorent une cohésion sociale faible) et un fort sentiment personnel d'intégration (88% de la population ont le sentiment d'être bien intégrés dans la société française, 51% disent même être « très bien » intégrés). Cet apparent paradoxe tient beaucoup à une grande disparité d'intégration selon les catégories sociales et au sentiment que la situation des uns et des autres a finalement peu à voir avec le mérite. Pour renforcer la cohésion sociale, la population s'en remet aux initiatives individuelles pour maintenir le lien social, et attend des pouvoirs publics qu'ils offrent à chacun des conditions de vie minimales (un emploi, un logement, une éducation de qualité), tremplins vers un vivre ensemble apaisé. »

Contenu du programme	site	Présentation succincte
<ul style="list-style-type: none"> • Politiques sociales 	<ul style="list-style-type: none"> • Site du Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Séminaire cohésion sociale : présentation et actes du séminaire  <p>« Deux années durant, entre septembre 2010 et avril 2012, à l'initiative de la Mission Analyse Stratégique, Synthèses et Prospective (MASSP), la Direction générale de la cohésion sociale et le Centre d'analyse stratégique ont organisé une série de quatorze séminaires publics sur les instruments et les acteurs des politiques de cohésion sociale. Ces séminaires de réflexion ont mis à contribution plus de 80 intervenants de haut niveau et ont rassemblé au total plus de 900 participants, tous acteurs des politiques de cohésion sociale (Etat, collectivités territoriales, réseaux associatifs, chercheurs français et étrangers, etc....). »</p> <ul style="list-style-type: none"> • Conférence nationale contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale 2012 : rapport du Groupe de travail « Gouvernance des politiques de solidarité », Responsables : Michel Dinet et Michel Thierry et Rapporteur : Guy Janvier <p>« Ce groupe de travail préconise d'intégrer la pauvreté dans une démarche globale de développement social, orientation d'ensemble qui est ensuite développée selon les axes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> * la coordination entre les collectivités territoriales et l'État, * l'amélioration des modes de coopération des acteurs publics et des associations, * l'association des intervenants sociaux et des personnes en situation de pauvreté à l'élaboration et à la mise en œuvre des

	<ul style="list-style-type: none"> • Site Légifrance • Site du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) • Site du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) 	<p>politiques sociales, * et enfin l'identification des besoins et l'évaluation des politiques mises en œuvre. »</p> <ul style="list-style-type: none"> • LOI n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale « La présente loi publiée au Journal officiel du 03 janvier 2002 tend au renforcement de la modernisation sociale en rénovant l'action sociale et médico-sociale. La loi est riche de 87 articles répartis en 6 chapitres. » • La rubrique « Ressources » du site du CNLE recense et présente les principaux textes législatifs et réglementaires notamment : Loi d'orientation du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions Loi 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale • Cohésion sociale : Ce que pensent les Français : 📺 Vidéo d'une durée de 2min48 présentant une interview de Sandra HOIBIAN, directrice adjointe du département Conditions de Vie et Aspirations
--	--	--

- **Approche historique entre bienfaisance, action sociale et développement social local**

- Site du [Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes](#)

- Rapport [Les politiques de cohésion sociale, Acteurs et instruments](#) Rapports et documents, février 2013. Travaux coordonnés par Christophe Fourel et Guillaume Malochet, Direction Générale de la cohésion sociale et Centre d'analyse stratégique.

« Il s'agit [...] à la fois de mieux répondre aux attentes et aux besoins de nos concitoyens les plus vulnérables, de renforcer les dispositifs de prévention et de trouver de nouvelles modalités d'action contre les conséquences sociales de la pauvreté, du chômage, des discriminations selon l'origine, des inégalités sociales et territoriales, etc. Le spectre d'action est large. Mais quelles sont les méthodes les plus appropriées à cet impératif de promotion de la cohésion sociale et par quels acteurs peuvent-elles être portées ? »

- Site de [l'Union Nationale des Centres Communaux et Intercommunaux d'Action Sociale \(UNCCAS\)](#)

- [Combattre l'exclusion, des bureaux de bienfaisance aux CCAS, une histoire de l'action sociale de proximité](#) Alain Borderie éditions EPH (Editions Public Histoire), juin 2006
« [...] L'histoire des centres communaux et intercommunaux d'action sociale s'enracine, elle, au cœur de la Révolution française. Dès cette époque, ils poursuivent un seul et même but : aider l'ensemble de nos concitoyens dans le besoin, partout en France métropolitaine comme en outre-mer. La réponse républicaine de proximité trouve là son origine. Cet ouvrage en retrace les différentes étapes jusqu'à nos jours. [...] »

<ul style="list-style-type: none"> • Intervention sociale : 		
<ul style="list-style-type: none"> • Diversité des approches en politique sociale 	<ul style="list-style-type: none"> • Site du Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • La rubrique « Affaires sociales » propose des dossiers sur les thèmes suivants : Egalité femmes / hommes Baromètre cohésion sociale Séminaire cohésion sociale Travail social • La rubrique « Retraites » propose une présentation complète de la réforme des retraites. En complément, des fiches pratiques de la retraite répondent aux questions concernant la préparation à la retraite, le départ à la retraite, les prestations, etc.... • La rubrique « Personnes âgées/Autonomie » propose des dossiers, des informations pratiques et présente les différentes actualités en la matière. • La rubrique « Famille » propose des dossiers, des informations pratiques et présente les différentes actualités en la matière. • La rubrique « Handicap/Lutte contre l'exclusion » propose des dossiers, des informations pratiques et présente les différentes actualités en la matière.

- Site du [Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale \(CNLE\)](#)
 - Site du [Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports](#)
 - Site [Vie publique](#)
- Un dossier thématique est consacré aux [Politiques d'insertion en faveur de la jeunesse](#). Il aborde les thèmes suivants : histoire de la politique de la jeunesse, les chiffres clés, « qui fait quoi pour les jeunes ? », les outils d'insertion des jeunes, bibliographie et principaux rapports.
 - La rubrique « [L'essentiel](#) » permet d'avoir une vision complète de la politique de la ville : définition, chronologie, cadre institutionnel, etc. ...
 - Différents articles présentent :
[La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine](#) du 21 février 2014
[La nouvelle géographie prioritaire et les nouveaux contrats de ville](#)
[La nouvelle étape de la politique de la ville : les réponses à vos questions](#)
 - Un article [Les acteurs de la politique familiale](#) dans la rubrique « [Politiques publiques](#) »
« [...] Aujourd'hui, la politique familiale est une politique partenariale. Outre l'Etat, elle implique notamment les organismes de sécurité sociale et les associations familiales. La Conférence de la famille qui se tient tous les ans est la manifestation concrète de ce partenariat. »

- Portail du [service public de la Sécurité sociale](#)
- Site de la [Caisse d'allocations familiales \(CAF\)](#)
- Site de l'[Union Nationale des Centres Communaux et Intercommunaux d'action sociale \(UNCCAS\)](#)
- Site du département du [Pas-de-Calais](#)
- La rubrique « [La politique familiale en France : quelles évolutions après la réforme annoncée par le gouvernement le 3 juin 2013](#) » présente trois points : un petit rappel historique, la fiscalité en faveur des familles et les prestations familiales : composition et principales évolutions annoncées.
- Les différentes revues [Politiques sociales et familiales](#) dans la rubrique « [Etudes et statistiques, Publications](#) », sont consultables en ligne depuis 2000. La revue n°115, a pour objet [Genre, famille et État en Europe centrale et orientale](#)
- Un dossier [Enfance, jeunesse, famille](#) est consacré à l'accueil des jeunes enfants et présente les points suivants : actualités, ressources, fiches techniques, textes juridiques, fiches de la banque d'expériences.
- Un article [Définition de l'aide sociale](#) dans la rubrique « [Solidarité et santé](#) », permet de distinguer l'aide sociale légale de l'aide sociale extra-légale.

. Différents modes d'intervention

- Site de [OASIS MAG](#)
- Site de l'[Observatoire national de l'Action Sociale \(ODAS\)](#)
- Site de [la ville de Belfort](#)
- Site du [Département du Nord](#)
- Un article [L'accompagnement : une fonction du travail social](#) de Christina de Robertis, mis à jour le 4 décembre 2005. Cet article assez complet développe les points suivants : l'accompagnement social dans l'intervention sociale d'aide à la personne, l'accompagnement pédagogique de l'étudiant en formation.
- Un article [Le développement social pour tous ceux qui n'y croient pas – 1ère partie](#) définit le développement social local et propose des liens vers des ressources sur ce thème.
- Un article [Projet de développement social](#) dans la rubrique « [Vivre ensemble](#) » met en évidence l'importance du projet de développement social pour la ville de Belfort
- Un rapport du Conseil départemental consultatif du développement social [Le Développement social local, une démarche en 23 principes d'action](#) est « une proposition de déclinaison opérationnelle d'une démarche d'intervention sociale (DSL) qui a pour ambition « d'irriguer » l'ensemble des thématiques et des dispositifs mis en œuvre dans les politiques sociales ».

<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration des politiques sociales : 	<ul style="list-style-type: none"> • Site Vie publique • Site de la Documentation française 	<ul style="list-style-type: none"> • Un article Assistance, assurance et protection sociale dans la rubrique « Découverte des institutions » développe ces trois notions. • Un rapport thématique de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale Penser l'assistance a été publié en mai 2013. « Créée par la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions, l'ONPES présente son premier rapport thématique, consacré au regard porté par la société française sur l'assistance et les dispositifs qui l'organisent. »
<ul style="list-style-type: none"> • Priorités sociales 	<ul style="list-style-type: none"> • Site du Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes 	<ul style="list-style-type: none"> • Le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie a réalisé une étude à la demande de la Direction Générale de la Cohésion Sociale Mission Analyse stratégique, synthèse et prospective intitulée Baromètre de la cohésion sociale 2012, La peur du chacun pour soi, Sandra Hoibian, juin 2012. L'objectif de ce second baromètre "La peur du chacun pour soi" est de mieux cerner et de comprendre comment la population appréhende la question de la cohésion sociale, quels sont les acteurs qu'elle considère comme légitimes pour intervenir dans ce domaine et les facteurs susceptibles de renforcer ou fragiliser la cohésion sociale.

- Site de [la mairie de Paris](#)

- Site de [l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale \(ONPES\)](#)

- Site de [l'Union Nationale des Centres Communaux et Intercommunaux d'action sociale \(UNCCAS\)](#)

- Le centre d'action sociale de la ville de Paris a publié des [rapports d'analyse des besoins sociaux](#) :

-Analyse des besoins sociaux 2010 : (thématiques : Personnes âgées / Logement / Indicateurs)


-Analyse des besoins sociaux 2011 (thématiques : Accès aux droits / Jeunes en errance / Fiches d'identité sociale)

-Analyse des besoins sociaux 2013 (thématique : Familles à l'hôtel)

- [Indicateurs ONPES 2011](#)

« L'Observatoire a souhaité fonder ses observations de l'évolution de la pauvreté et de l'exclusion sur une série d'indicateurs, sélectionnés dans le respect des principes méthodologiques et des critères de qualité retenus pour les indicateurs européens. Il a également souhaité mettre en place des indicateurs qui ont pour objectif d'alerter sur les phénomènes émergents en matière de pauvreté et d'exclusion sociale. »

- La rubrique [ABS / Observation sociale des territoires](#)
Cette rubrique présente des ressources diverses autour de l'analyse des besoins sociaux : actualités, fiches techniques, textes juridiques, fiches de la banque d'expériences.

	<ul style="list-style-type: none"> • Site de la Communauté de Communes Haute Lande (CCHL) 	<ul style="list-style-type: none"> • L'analyse des besoins sociaux, une opportunité pour conduire les politiques sociales  vidéo de 6min06 qui montre que la CCHL a été l'une des premières des Landes à réaliser en 2012 l'analyse des besoins sociaux de son territoire.
<p>. Organisation institutionnelle</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Site du Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes • Portail des Directions Régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) • Site de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne 	<ul style="list-style-type: none"> • Un article La Direction Générale de la Cohésion Sociale (DGS), du 20.09.2014. présente la DGS. « La direction générale de la cohésion sociale est la direction d'administration centrale des ministères sociaux qui est chargée de la conception, du pilotage et de l'évaluation des politiques publiques de solidarité, de développement social et de promotion de l'égalité favorisant la cohésion sociale. Elle veille à la cohérence nationale et territoriale de ces politiques ». • Une plaquette de présentation La Direction Générale de la Cohésion Sociale (CGS) complète l'article précédent. • Une carte qui est accessible sur la page d'accueil permet de se connecter à la DRJSCS de son choix. • Un organigramme de présentation de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des populations (DDCSPP) de Haute-Loire


- Site [Les services de l'Etat dans l'Ain](#)
 - Site de la [ville de Bordeaux](#)
 - Site de la [ville de Saint-Max](#)
- Image animée [La direction départementale de la cohésion sociale met en œuvre les politiques de l'Etat en faveur de la cohésion sociale](#) qui permet de visualiser la création de la DDCS.de l'Ain.
 - Un dossier, [Vers un Pacte de cohésion sociale et territoriale](#) du 17 novembre 2014, présenté par le Maire de Bordeaux, expose de façon très détaillée le cadre de référence de la nouvelle dynamique sociale

« Le cap et les objectifs détaillés sont déclinés en cinq axes

 - Axe 1 : S'insérer économiquement, être citoyen actif ;
 - Axe 2 : Habiter la ville, partager la vie ;
 - Axe 3 : Education, culture et savoirs ;
 - Axe 4 : Bien-être, santé, environnement préservé ;
 - Axe 5 : Tranquillité publique et prévention, lutte contre les discriminations »
 - Un dossier, [Analyse des besoins sociaux maxois](#), de mars 2015 réalisé par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la ville de Saint-Max, est présenté par Monsieur Pensalfini, Maire de Saint-Max et Madame Piant, adjointe au Maire.

Ce dossier très complet permet de repérer la méthodologie de projet et de dresser le bilan de l'analyse des besoins sociaux : profil socio-économique de la ville et étude des besoins selon les groupes sociaux (famille-enfance, jeunesse, personnes en difficulté, personnes âgées, personnes en situation de handicap).

- Site du [Département du Nord](#)
 - La rubrique [engagement solidarité](#) comporte des liens vers les différents domaines de l'action sociale et leurs acteurs : L'enfance et la famille (protection maternelle et infantile, aide sociale à l'enfance...), le logement (le plan départemental d'action pour les personnes mal logées...), l'insertion (le programme départemental d'insertion...), les personnes en situation de handicap (la MDPH, schéma « Personnes en situation de handicap...), les personnes âgées (lieux d'information, le schéma 2012-2015...).
- Site du [Département du Pas-de-Calais](#)
 - Un article [Règlement Département d'Aide Sociale](#) (RDAS).
« Le nouveau RDAS présente de manière accessible et précise l'état du droit applicable dans l'ensemble des domaines de politique sociale départementale »:
 - [L'aide sociale aux personnes âgées et aux personnes handicapées](#)
 - [La politique départementale en faveur de l'enfance et de la famille](#)
 - [Le développement social](#)
- Site de [l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux \(UNIOPSS\)](#)
 - [Quel rôle du maire dans la cohésion sociale ?](#)
📺 Vidéo d'une durée de 5min11 présentant l'interview de Catherine Peyge, Maire de Bobigny et membre du bureau de l'AMF et de Bruno Grouès, animateur du collectif Alerte. « La commune, en raison de sa proximité avec les habitants est le

		territoire par excellence de la cohésion sociale. Comment cela doit-il se traduire ? »
<p>Organisation et fonctionnement des dispositifs et institutions, l'exemple des politiques de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Site du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) • Site de l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Nationale (ONPES) • Site de France 24 	<ul style="list-style-type: none"> • Un dossier thématique est consacré aux Plans nationaux d'action pour l'inclusion sociale 2001-2011. « [...] Précédée dans les années 1970 par les "programmes de lutte contre la pauvreté" et par divers dispositifs nationaux de garantie de ressources, la lutte contre l'exclusion fait désormais partie intégrante d'une politique communautaire qui entend associer performance économique et cohésion sociale. » • Un rapport thématique de 2013-2014, Les effets d'une crise économique de longue durée a été publié en juillet 2014. « Organisé en deux parties, le rapport présente d'abord les évolutions et caractéristiques de la pauvreté en France selon les données les plus récentes, celles de 2012. Dans une deuxième partie, c'est la pauvreté et l'exclusion sociale en Europe qui font l'objet d'une analyse approfondie, notamment dans la perspective de la stratégie Europe 2020, dont on sait que les objectifs de réduction de la pauvreté ne seront pas atteints. » • France : portrait des « nouveaux pauvres »  Vidéo d'une durée de 17min20 présentant des portraits des « nouveaux pauvres » « Comment vivre en France avec moins de 800 euros par mois ? C'est le quotidien de Mayan, Emilie, Noëlle ou Kevin, qui connaissent chaque jour la peur du lendemain. Temps partiel, séparation, maladie, chômage... Leur vie a basculé ».

- Dispositifs et actions dans l'urgence ou dans la durée :

- Site du [Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale \(CNLE\)](#)

- Site du [Projet Régional de Santé d'Île de France](#)


- Deux articles : [Les Programmes régionaux pour l'accès à la prévention et aux soins des plus démunis \(PRAPS\)](#) et [les Ateliers santé-ville \(ASV\)](#) et [Les Permanences d'accès aux soins de santé \(PASS\)](#) du 23 novembre 2009

Dans le cadre du dossier thématique, « Santé et précarité », de la rubrique, « Acteurs et dispositifs de prise en charge des publics vulnérables », cet article est une présentation des dispositifs transversaux de prise en charge territoriale au niveau des soins.

- Présentation de la [synthèse du Programme d'accès à la prévention et aux soins](#)

« Le programme régional d'accès à la prévention et aux soins (PRAPS) est un programme destiné à tous les professionnels concernés par l'accès à la prévention et aux soins ainsi que par la prise en charge sanitaire et médico-sociale des publics démunis ou en situation de vulnérabilité sociale. Outil de concertation et de coordination d'actions mis en place par la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions, il constitue un des quatre programmes obligatoires du projet régional de santé (PRS) mais se place dans une logique de complémentarité postérieure à l'élaboration des schémas et autres programmes, qui se veulent prospectifs. Tel qu'il est signé aujourd'hui, le PRAPS constitue un outil de valorisation des actions existantes mais surtout l'énumération indispensable des principes présidant à sa mise en œuvre. Cette dernière se fera progressivement, en s'appuyant sur les savoir-faire développés et dans le respect du temps vécu des acteurs de terrain ».

	<ul style="list-style-type: none"> Site de La Gazette Santé Social 	<ul style="list-style-type: none"> Un article 10 questions sur les permanences d'accès aux soins de santé du 16 juillet 2014 <p>Des questions simples et diversifiées permettent de comprendre ce dispositif.</p>
. Accès aux droits	<ul style="list-style-type: none"> Site du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) Site de l'Union Nationale des Centres Communaux et Intercommunaux d'Action sociale (UNCCAS) Site du Département du Pas-de-Calais 	<ul style="list-style-type: none"> Un article La pauvreté et l'exclusion sociale : des réalités difficiles à définir, du 27 mars 2012 <p>Dans le cadre d'un dossier thématique « Minima sociaux : fondements et évolution », des définitions sont proposées dans une perspective historique.</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation des Dispositifs d'aides sociales et d'insertion <p>Des ressources, des fiches techniques, des textes juridiques sont mis en ligne.</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation des Droits et devoirs des usagers dans leurs relations avec l'administration et Les droits et garanties des usagers dans leurs relations avec les établissements et services

- Site de la [revue « Lien Social »](#)
 - Site de l'[Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux \(UNIOPSS\)](#)
 - Site [l'observatoire social – ville de Nanterre](#)
- Un article [Usagers et patients : dix ans de droits](#) pose la question suivante « Dix ans plus tard, la personne est-elle bien au cœur des dispositifs ? »
 - Un dossier dans le cadre des Préoccupations sanitaires et demandes de l'UNIOPSS s'intitule [Démocratie sanitaire et régulation des institutions sociales et médico-sociales](#), 2012-2017.
Il présente les priorités de l'UNIOPSS déclinées en 4 fiches :
Fiche 1 – Droit des usagers dans le secteur social et médico-social
Fiche 2 – Évaluation des besoins, planification et développement de l'offre
Fiche 3 – Création des établissements et services sociaux et médico-sociaux
Fiche 4 – Réintégration de tous les services d'aide et d'accompagnement à domicile intervenant en direction des personnes fragiles ou vulnérables dans les modes de régulation de la loi du 2 janvier 2002
 - Le [« Non recours aux droits »](#)
 vidéo d'une durée de 25min35 présentant le non recours aux droits
Table ronde sur le thème « dans un contexte d'émergence du non recours aux droits, dans quelle mesure les services sociaux par une modification de leur approche du public participent-ils à l'exclusion de ces derniers ? »

. Prestations et offre de service

- Site [Légifrance](#)
- Site du [Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale \(CNLE\)](#)
- [Dispositif de veille sociale](#), Section3, Article D345-8 du code de l'action sociale et des familles.
Description de ce dispositif créé par décret en 2010.
- Un dossier [Minima sociaux, fondement et évolution](#) dans la rubrique « Dossiers thématiques »
Quelques parties du dossier particulièrement intéressantes :
 - Définitions : Les minima sociaux, des prestations sociales liées aux risques de la pauvreté et de l'exclusion sociale (28 mars 2012) ; La pauvreté et l'exclusion sociale, des réalités difficiles à définir (27 mars 2012).
 - Emergence d'une politique nationale de solidarité : Les minima sociaux, une politique de redistribution juste (2 avril 2012) ; La mise en place progressive des minima sociaux (28 mars 2012).
 - Du revenu minimum d'insertion au revenu de solidarité active : La création du revenu minimum d'insertion en 1988, un tournant dans l'évolution du système français de protection sociale (28 mars 2012) ; L'institution du revenu de solidarité active en 2008, au-delà d'une simple actualisation du revenu minimum d'insertion (27 mars 2012).
- Un article [Dispositifs de couverture médicale](#) (10.10.2009)
Dans la rubrique : « Dossiers thématiques », le dossier « Santé et précarité » comporte une rubrique « Acteurs et dispositifs de prise en charge des publics vulnérables » qui présente les dispositifs de couverture médicale :
 - De 1893 à 1999 : De l'Assistance médicale gratuite (AMG) à l'Aide médicale d'Etat (AME) en passant par l'Aide médicale

<ul style="list-style-type: none"> • Structures, diversité et complémentarité 		<p>départementale (AMD)</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1999 : La Couverture maladie universelle (CMU) - L'Aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS) <ul style="list-style-type: none"> • Un article Dispositifs spécifiques de prise en charge médicalisée permet de repérer : <ul style="list-style-type: none"> - Les Lits halte soins santé (LHSS) - Les Lits d'accueil médicalisés (LAM) - Les Centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS)
	<ul style="list-style-type: none"> • Site du Ministère des Affaires sociales, de la Santé et des Droits des femmes • Site du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE) 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans la rubrique « Présentation et organigrammes », La Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) <p>Présentation de cette direction, ses activités, ses missions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plaquette de présentation de la direction générale de la cohésion sociale • Rapport d'activité 2013 <p>Ce rapport présente en 24 pages, l'ensemble des politiques publiques pour la cohésion sociale et l'égalité menées par les agents de la DGCS.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Présentation du CNLE et de ses membres <p>Le Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale comprend des représentants des assemblées parlementaires, des collectivités territoriales et des autres personnes morales de droit public ou privé concourant à l'inclusion sociale et à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Sa composition ainsi que les conditions de la désignation, par le Premier ministre, de ses membres et de son président sont fixées</p>

- Site de l'[Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Nationale \(ONPES\)](#)

par décret en Conseil d'Etat.

- Présentation de l'[historique du CNLE](#)
- Une rubrique est consacrée à des [Dossiers thématiques](#) :
 - [Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale](#)
 - [Minima sociaux : fondements et évolution](#)
 - [Santé et précarité](#)
 - [Logement et hébergement](#)
 - [La participation citoyenne des personnes en situation de pauvreté](#)
 - [Politiques d'insertion en faveur de la jeunesse](#)
 - [Les Plans nationaux d'action pour l'inclusion sociale \(PNAI\) 2001-2011](#)

- Présentation de l'ONPES : [Qu'est-ce que l'ONPES ?](#) et présentation de ses [missions](#)

- Un rapport 2013-2014 présente [Les effets d'une crise économique de longue durée](#),
« (...) Organisé en deux parties, le rapport présente d'abord les évolutions et caractéristiques de la pauvreté en France selon les données les plus récentes, celles de 2012. Dans une deuxième partie, c'est la pauvreté et l'exclusion sociale en Europe qui font l'objet d'une analyse approfondie, notamment dans la perspective de la stratégie Europe 2020, dont on sait que les objectifs de réduction de la pauvreté ne seront pas atteints. L'ONPES souhaite que l'Union européenne dans sa nouvelle configuration s'implique davantage dans la lutte contre la pauvreté. »

- Portail des [Directions Régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale \(DRJSCS\)](#)

- Site des [services de l'Etat dans le Val d'Oise](#)

- Présentation des [missions et de l'organisation des DRJSCS](#)

Créées en 2010, les directions régionales de la jeunesse des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS) portent l'ensemble des politiques publiques en matière sociale, sportive, de jeunesse, d'éducation populaire et de vie associative : elles exercent vis à vis des directions départementales interministérielles (DDCS et DDCSPP) une fonction essentielle de pilotage, d'appui technique et d'expertise.

- Exemple de la DRJSCS de la région PACA dans laquelle il est possible d'accéder aux informations portant sur [Cohésion territoriale, égalité des chances et prévention des discriminations](#),

Un article met en avant les actualités du Pôle. Les autres articles portent sur les thèmes suivants : équité territoriale et politique de la ville, prévention des discriminations et égalité des chances, ...

- Présentation de la [Direction Départementale de la Cohésion Sociale](#) et de ses missions

La Direction départementale de cohésion sociale (DDCS) met en œuvre les politiques publiques relatives à l'accès au logement et à l'hébergement, au développement de la vie associative, des pratiques sportives (dont les pratiques éducatives), à la protection de la famille et des mineurs, à la jeunesse et à l'éducation populaire et enfin à l'égalité des chances.

	<ul style="list-style-type: none"> • Site des services de l'Etat de Loir-et-Cher 	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations La DDCSPP a pour rôle de Favoriser la cohésion sociale et assurer la protection des populations et prévenir les risques.
<p>. Collectivités publiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Site de la Région Aquitaine – Conseil régional d'Aquitaine • Site du Département de l'Essonne 	<ul style="list-style-type: none"> • Présentation du Schéma régional des formations sanitaires et sociales 2013-2018 Ce schéma permet d'illustrer le rôle majeur de la région dans les politiques d'action sociale. • Présentation de la DGA Solidarités dans la rubrique des services du Conseil départemental La DGA Solidarités organise et met en œuvre l'action sociale du Conseil départemental. Toujours en action, ses nombreux services traitent toutes les questions allant de la protection infantile à l'aide aux personnes âgées et handicapées, en passant par l'emploi et la santé. • La mission sociale du Conseil Général en Essonne 📺 Vidéo d'une durée de 1min45 présentant La mission sociale du Conseil Général en Essonne. « L'action sociale du Conseil Général représente le budget le plus important du département de l'Essonne. »

- Site [Pyrénées Atlantiques Le Département](#)

- Site de [la ville d'Antony](#)

- Site de [la ville de Strasbourg, eurométropole](#)

- Un exemple d'action d'insertion sociale : [Accompagner les gens du voyage](#)

L'objectif est de mettre en œuvre les moyens de soutien financier, matériel et administratif en faveur des gens du voyage. Dans le cadre du schéma départemental une convention triennale avec l'association Gadjé Voyageurs 64 a été signée. La volonté affirmée d'accompagner les gens du voyage se traduit notamment par le lancement d'opérations d'habitat adapté. Financés au même titre que le logement social, ces programmes se fixent pour objectif de résorber progressivement les errances des gens du voyage natifs du territoire.

- Présentation du [Centre communal d'action sociale \(CCAS\)](#)

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) est l'établissement public de la Ville qui gère l'action sociale.

Le CCAS est scindé en 2 pôles :

- [le pôle social](#)
- [le pôle senior](#)

📺 Vidéo d'une durée de 2min01 présentant [Le Centre Communal d'Action Sociale d'Antony](#)

- Présentation d'un article [Personnes en grande précarité](#) dans la rubrique « [Solidarités et santé](#) »

		<p>« Hébergement, accueil de jour, coordination avec les associations, les missions de la Ville sont multiples et sans cesse en évolution avec les besoins des personnes sans logement. Depuis plus d'un siècle, la Ville de Strasbourg accueille les personnes sans domicile et en grande précarité. Cette mission s'est renforcée au fil des ans, en lien avec l'État et a été confiée au CCAS (Centre communal d'action sociale) de la Ville de Strasbourg.</p> <p>Le CCAS et de nombreux partenaires associatifs proposent des aides ponctuelles ou plus durables, selon la situation et le souhait de la personne : un toit, un repas, la possibilité de se laver, se soigner, rencontrer un professionnel pour résoudre des problèmes financiers ou administratifs. »</p>
<p>. Associations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Site des Restos du cœur • Site de la Banque Alimentaire • Site d'Emmaüs 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport relatant l'Essentiel 2013-2014 des Restos « Les Restos du Cœur ont pour mission d'apporter une assistance bénévole aux personnes en difficulté, que ce soit dans le domaine alimentaire, par l'accès à des repas gratuits, ou dans le domaine de l'insertion sociale et économique, par tout moyen approprié. » • Plaquette de présentation de la Banque Alimentaire • Dans les coulisses des Restos du cœur et de la Banque alimentaire dans l'Hérault 📺 vidéo d'une durée de 3min59 • Présentation d'un Mouvement solidaire et innovant « Depuis plus de 60 ans, le Mouvement Emmaüs, solidaire et laïc,

. Diversité des structures

- Site d'[Emmaüs International](#)

propose des réponses concrètes et innovantes pour lutter contre toutes les formes d'exclusion. Toujours tourné vers les réalités et les expériences du terrain, il a fait du travail un levier incontournable pour permettre aux personnes de retrouver espoir et dignité. »

- Présentation de [deux actions incontournables : Accueil et accompagnement](#)

« L'accueil et l'accompagnement sont des valeurs fondatrices du Mouvement Emmaüs. Parce que chaque situation est singulière, l'accueil et l'accompagnement « made in » Emmaüs se fondent sur la diversité et la complémentarité des réponses apportées aux personnes. »

- Présentation de [Emmaüs - Tournée solidaire 2012](#)

📺 vidéo d'une durée de 10min43

« Emmaüs International a organisé, pour la deuxième année consécutive, une tournée solidaire pour favoriser la rencontre entre ses associations membres. En juin 2012, quatre représentants appartenant au Mouvement international se sont ainsi rendus dans trois communautés françaises pour présenter les actions sociales qu'ils mènent dans leurs pays. »

- Site du « [Réseau santé solidarité, Lille métropole](#) »

- Plaquette de [présentation du Réseau santé solidarité, Lille métropole](#)

« Le réseau santé solidarité Lille métropole s'adresse aux personnes en situation de précarité et/ou sans domicile fixe ayant

des difficultés de recours et de continuité de soins. Il coordonne leur prise en charge médico-psycho-sociale. Toutes les pathologies sont prises en charge au sein du réseau et notamment les conduites addictives, la traumatologie due à la violence, les différentes affections (dermatologie, ORL, maladies infectieuses...) qui résultent des conditions de vie, les pathologies psychiatriques, le suivi médical des femmes enceintes en situation d'urgence sociale. Le réseau facilite également l'orientation de ces publics vers les structures l'hébergement social. »

- [Lutte contre l'exclusion : le droit à la santé pour tous, les acteurs de terrain](#)

📺 vidéo présentant d'une durée de 20min36

« Depuis 2005, neuf membres fondateurs organisent la prise en charge médico-psycho-sociale des personnes en situation de précarité sur la Métropole Lilloise. »

- Site du [Samu social de Paris](#)

- Présentation de l'[Observatoire du Samu social de Paris](#)
« L'Observatoire du Samu social de Paris a pour mission d'identifier et d'analyser les problématiques des personnes en grande précarité. Il dispose de données recherches études ponctuelles auprès de sans-domicile présents en Ile-de-France. »